

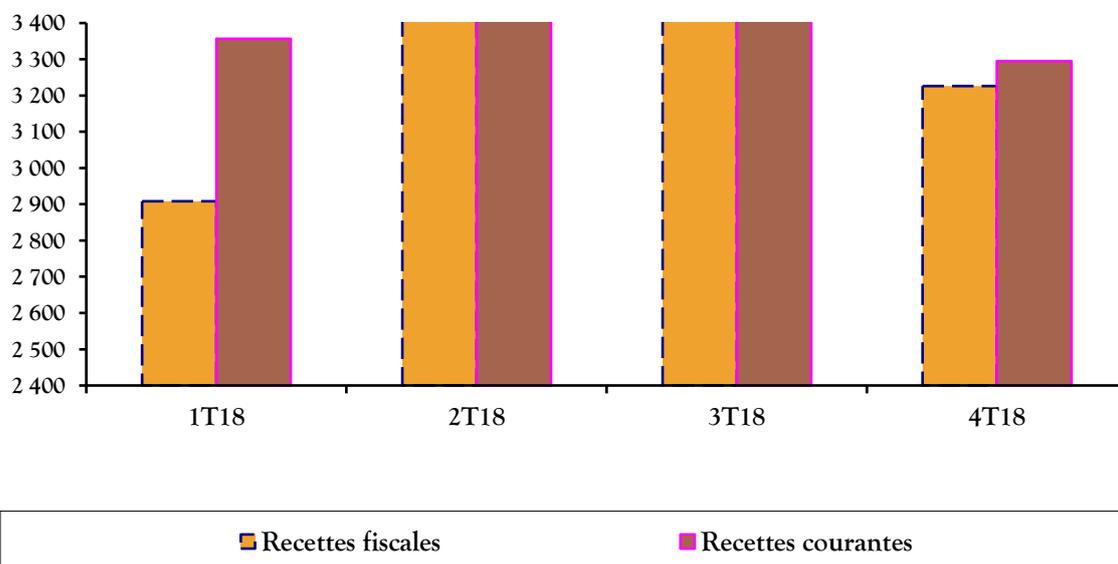
RÉPUBLIQUE DE GUINÉE
MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES
DIRECTION NATIONALE DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES ET DE LA PRÉVISION
DIVISION CONJONCTURE

NOTE DE CONJONCTURE DE L'ÉCONOMIE GUINÉENNE

N° 118

Quatrième Trimestre 2018

ÉVOLUTION DES RECETTES COURANTES ET FISCALES



SOMMAIRE

	<i>Pages</i>
Point sur la conjoncture de l'économie guinéenne, quatrième trimestre 2018.....	3
<i>I - Environnement International</i>	4
1.1 Croissance économique mondiale	
1.2 Cours de change de l'euro	
1.3 Prix des produits de base	
<i>II - Au plan national</i>	6
2.1 Secteur primaire	
2.2 Secteur secondaire	
2.3 Secteur tertiaire	
2.4 Echanges extérieurs	
2.5 Finances publiques, monnaie et crédit	
2.6 Convergence CEDEAO	
<i>III - Perspectives budgétaires pour le 1^{er} Trimestre 2019</i>	18
3.1 Recettes et dons	
3.2 Dépenses totales	
3.3 Solde	
<i>IV - Mesures de politiques économiques nécessaires</i>	18
Annexes (Tableaux des Indicateurs)	19-28

Point sur la conjoncture de l'économie guinéenne, au quatrième trimestre 2018

Economie mondiale :

- ❖ Croissance mondiale revue à la baisse par le Fonds Monétaire International (FMI), soit 3,7% en 2018, au lieu de 3,9%, en lien avec l'influence des multiples tensions politiques, économiques et sociales.
- ❖ Le cours moyen du Brent de pétrole a atteint 64,40 USD au quatrième trimestre 2018 contre 61,47 USD il y a un an. Cette tendance devrait se maintenir dans les prochains mois sous l'influence de la gestion des stocks américains et les rencontres de l'OPEP.

Tendances sectorielles

- ❖ Primaire : Le secteur primaire présente une dynamique favorable grâce à une orientation positive de la production vivrière pour la campagne 2018/2019 et une hausse de la production animale (+7,1%).
- ❖ Secondaire : Un comportement favorable soutenu par les productions de bauxite, de l'énergie et les BTP en hausse en 2018.
- ❖ Tertiaire : en 2018, les indicateurs des activités tertiaire ont enregistré des bonnes performances, notamment le transport qui reste sur une évolution convenable.

Inflation

- ❖ L'indice harmonisé des prix à la consommation (IHPC) sous pression. Il est passé de 8,7 en décembre 2016 à 9,5 en 2017 et a atteint de 9,9% en 2018, du fait essentiellement de l'augmentation de la fonction "produits alimentaires, boissons et tabac" (dont le poisson 17,5%). En moyenne annuelle, il a été de 9,8% en 2018 contre 8,9% en 2017 et 8,2% en 2016. La poursuite de ces tendances pourrait impacter négativement le pouvoir d'achat des ménages.

Echanges extérieurs

- ❖ En 2018, les transactions avec l'extérieur se sont soldées par un besoin de financement à hauteur de USD 50,10 millions.
- ❖ Dégradation de la balance des transactions courantes, en lien avec l'aggravation du déficit de la balance des services.
- ❖ Hausse des réserves brutes de change (+41,8%), en lien avec la gestion prudente des réserves et l'achat de l'or par la BCRG.

Finances publiques

- ❖ Le déficit global est passé de 0,2% du PIB en 2016 à 2,0% du PIB en 2017 et s'est établi à 1,2% du PIB en 2018.
- ❖ Les recettes hors secteur minier ont atteint 11,2% du PIB.
- ❖ Les dépenses courantes hors paiements d'intérêts ont été de 10,2% du PIB.
- ❖ L'encours de la dette publique de la Guinée est ressorti à 35.026,8 milliards, soit 34,0% du PIB en 2018.

Secteur monétaire

- ❖ La gestion de la liquidité s'améliore avec la poursuite du renforcement du cadre de la politique monétaire par la BCRG.
- ❖ Par rapport à décembre 2017, la masse monétaire (GNF 24 746,38 milliards) a progressé de 10,2% en décembre 2018, en avec une progression des avoirs extérieurs (+37,7%) et des avoirs intérieurs (+2,4%).
- ❖ Le crédit au secteur public (54,0% de M2) a cru de 20,2% et le crédit à l'économie (38,8% de M2) a augmenté de 16,8%.

I. ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

1.1 Economie mondiale au ralenti

Selon les perspectives de l'économie mondiale (PEM), édition d'octobre 2018, la croissance mondiale serait à 3,7% en 2018 contre 3,9% initialement dans l'édition d'avril 2018. Cette révision à la baisse résulterait d'un ralentissement de l'activité économique notamment en Europe et en Asie. Les inquiétudes liées aux politiques commerciales, au BREXIT et aux tensions engendrées par le projet de budget italien dans la zone Euro continuent également de peser sur la croissance globale. Aussi, le durcissement des conditions financières, lié à la normalisation de la politique monétaire de la FED, a contribué à l'amointrissement de la croissance des pays en développement.

Dans les pays avancés, la croissance en 2018 devrait être de 2,3% après 2,4 % en 2017. Aux Etats-Unis, la croissance est estimée à 2,9 % en 2018 contre 2,2 % en 2017. Au Royaume-Uni, les incertitudes liées au BREXIT pèsent toujours sur l'activité. La croissance de 2018 devrait être de 1,4% contre 1,7% en 2017. Dans la zone euro la croissance devrait ralentir de 2,4 % en 2017 à 2 % en 2018. Au Japon, les dernières estimations projettent la croissance à 1,1% en 2018 après 1,7% il y a un an.

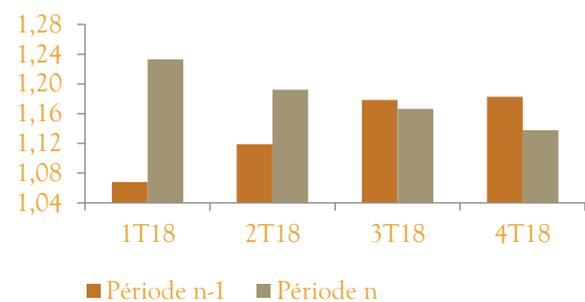
Dans les pays émergents et en développement, les estimations de croissance en 2018 sont de 4,6% contre 4,7% en 2017, mais restent inchangées par rapport à celles d'avril dernier. Toutefois, les perspectives diffèrent d'un pays à l'autre. La hausse des prix du pétrole, l'augmentation des rendements aux États-Unis, l'appréciation du dollar, les tensions commerciales et les conflits géopolitiques sont des facteurs qui affectent les performances économiques de ces groupes de pays.

En Afrique subsaharienne, le rythme de l'activité économique en 2018 devrait se maintenir au même niveau qu'en 2017, soit 2,9%. Elle serait essentiellement soutenue par les économies Nigéria (1,9%) et de l'Afrique du Sud (0,8%).

1.2 L'euro, dynamique en baisse

Au quatrième trimestre 2018, le cours moyen de l'euro a été de 0,891 £ en Grande-Bretagne, 1,138 \$ aux Etats-Unis et 127,66 ¥ au Japon contre respectivement 0,882 £, 1,183 \$ et 133,363 ¥ à la même période de 2017.

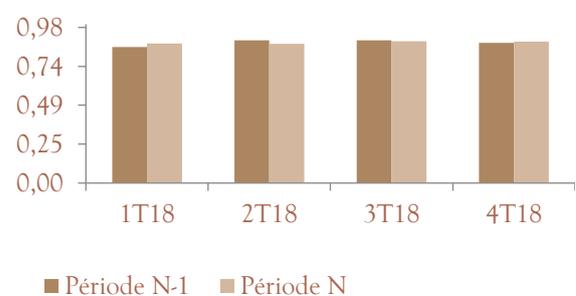
Graphique 1.1.1 : Evolution trimestrielle des cours de l'euro (en \$US)



Sources : Fxtop.com

En variation trimestrielle, l'Euro s'est déprécié respectivement de 0,1% face à la livre sterling, de 2,1 % face au yen japonais et de 2,5% face au dollar américain.

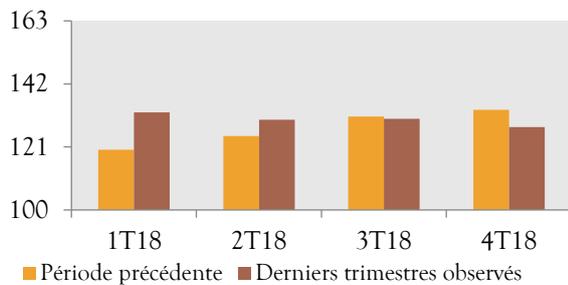
Graphique 1.1.2 : Evolution des cours de l'euro (en livre sterling)



Sources : Fxtop.com

En rythme annuel, l'évolution de l'euro a enregistré une appréciation de 1,0% face à la livre sterling contre une dépréciation respective de 3,8% face au dollar américain et de 4,3 % face au yen japonais au quatrième trimestre 2018.

Graphique 1.1.3: Evolution des cours de l'euro (en yens japonais)



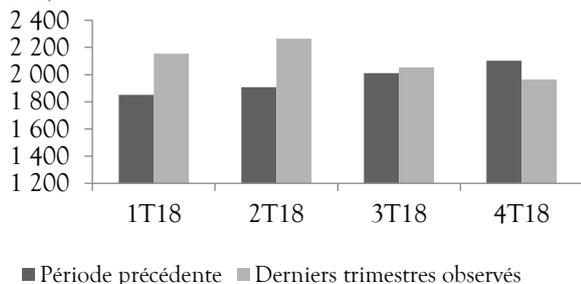
Sources : Fxtop.com

Depuis février 2018, l'Euro a été sous pression, du fait de l'orientation de la politique monétaire de la BCE par rapport à celle de la Réserve Fédérale américaine, mais aussi les tensions sur le budget italien et les risques associés au BREXIT.

1.3 Cours des produits de base, tendance baissière

Au cours du quatrième trimestre 2018, les cours moyens des produits de base ont été de 394,33 \$/tonne pour le riz, de 554,67 \$/tonne pour l'huile de palme, de 1 228,67 \$/once pour l'or, de 1 435,67 \$/tonne pour l'huile d'arachide, de 1963,00 \$/tonne pour l'aluminium, de 2176,67 \$/tonne pour le cacao et de 2 950,00 \$/tonne pour le café.

Graphique 1.2.3 : Evolution des prix de la tonne d'aluminium (en USD)

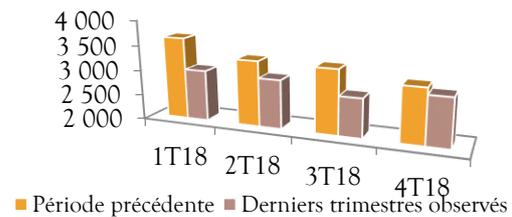


Sources: World bank/commodity; FMI/PEM

Comparées au troisième trimestre 2018, les cours moyens ont respectivement augmenté de 6,5% pour le café, de 3,8 % pour l'huile de palme, de 1,3% pour l'or et de 0,9 % pour le riz au quatrième trimestre 2018. Cependant, les autres cours ont baissé de 13,1% pour l'huile d'arachide, de 4,4% pour l'aluminium et de 2,8% pour le cacao. Ces tendances résultent partiellement d'une demande moins forte en Chine.

En glissement annuel, les prix moyens ont augmenté respectivement de 6,2% pour le cacao, de 4,1% pour l'huile d'arachide et de 1,7% pour le riz au quatrième trimestre 2018. En revanche, les autres cours ont baissé de 20,8% pour l'huile de palme, de 6,6% pour l'aluminium, de 4,2% pour le café et de 3,7% pour l'or.

Graphique 1.2.2 : Evolution des prix de la tonne de café (en USD)

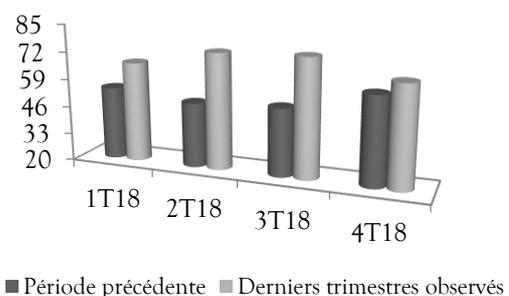


Sources: World bank/commodity; FMI/PEM

1.4 Cours du pétrole Brent, en hausse

Le cours moyen du baril de pétrole Brent a atteint 67,40 USD au quatrième trimestre 2018 contre 61,47 USD il y a un an. Au troisième trimestre 2018, il a été de 75,47 USD.

Graphique 1.2.1 : Evolution des prix du baril de pétrole (en USD)



Sources: World bank/commodity; FMI/PEM

II. ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE NATIONALE, UNE CROISSANCE MODÉRÉE

La poursuite de la mise en œuvre du PNDES axée sur : (1) la promotion d'une bonne gouvernance ; (2) la transformation économique durable et inclusive ; (3) le développement inclusif du capital humain et ; (4) la gestion durable du capital naturel, permettrait aux autorités guinéennes de générer une croissance plus forte et plus inclusive pour réduire la pauvreté et améliorer le niveau de vie de la population tout en préservant la stabilité macroéconomique.

La croissance en fin d'année 2018 serait de 5,8% après 8,2% en 2017. Elle sera soutenue par i) l'amélioration de la situation macroéconomique, avec la mise en œuvre du nouveau programme appuyé par la facilité élargie de crédit (FEC) du FMI, ii) la consolidation de la bonne performance du secteur agricole et iii) le renforcement des activités dans le sous-secteur construction et BTP.

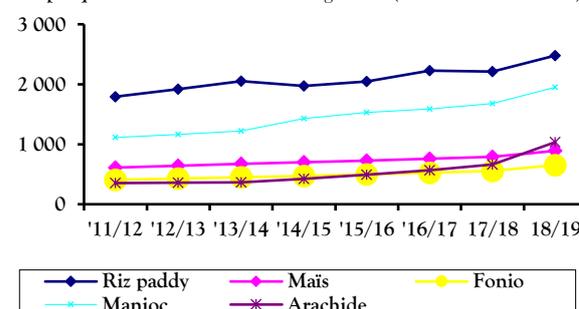
2.1 Secteur Primaire, en baisse de rythme

Le secteur primaire (15,7% du PIB, dont 7,4% pour l'agriculture), devrait croître de 3,1 % en 2018 et de 3,4% en 2019 contre 5,2% en 2017. Cette évolution serait soutenue par l'ensemble des sous-secteurs, notamment celui de l'Agriculture, dont la contribution à la croissance du secteur sera de 2%, ainsi que de l'élevage 0,8% et de la pêche 0,6%.

Production vivrière en hausse

Pour la campagne agricole 2017/2018, la production vivrière devrait croître de 6,0 % contre 5,8 % à la campagne précédente. Soit une amélioration de la croissance de 1,2 point de pourcentage.

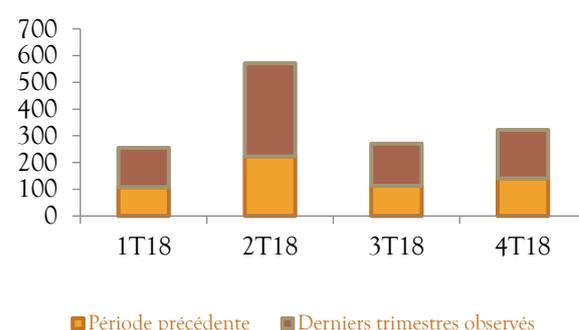
Graphique 2.1.1 : Produits vivriers agricoles (en milliers de tonnes).



Source : MA/ANASA

En variation trimestrielle, au quatrième trimestre 2018, le volume des déchargements de riz (181,58 mille tonnes) a augmenté de 15,1%. En glissement annuel, il a augmenté de 29,9%, en lien avec une augmentation de la demande.

Graphique 2.1.2 : Volume du riz importé (en milliers de tonnes)

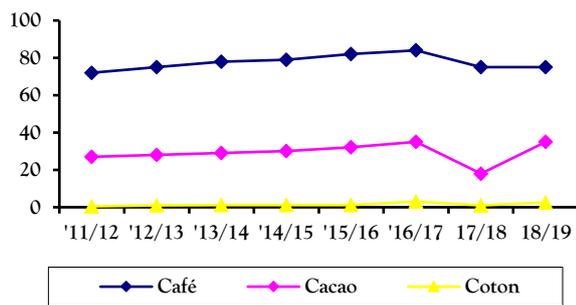


Source : MB/DGD

Ralentissement des exportations des produits de rente.

À fin décembre 2018, les volumes cumulés des exportations de poisson, de café et de cacao ont été de 308,888 ; 20,984 et 4,943 mille tonnes contre 11,729 ; 2302 et 10,670 mille tonnes à la même période de l'année précédente.

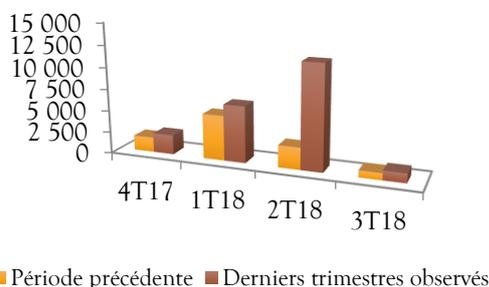
Graphique 2.1.3. : Produits de rente (en milliers de tonnes).



Sources : MB/DGD, MT/PAC

En rythme trimestriel, le volumes cumulé des exportations de poissons est passé de 297,308 mille tonnes au deuxième trimestre 2018 à 3,152 mille tonnes au troisième trimestre 2018 et a atteint 4,418 mille au quatrième trimestre 2018. Également, les volumes d'exportations de café et de cacao sont passés respectivement de 11,852 et 1,535 mille tonnes au deuxième trimestre 2018 à 1,073 et 0,022 mille tonnes au troisième trimestre 2018 et a atteint 1,605 et 2,128 mille tonnes.

Graphique 2.1.4 : Exportations du café



Source : MB/DGD ; MT/PAC

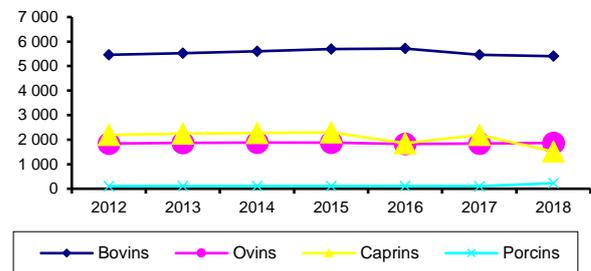
Production animale, dynamique

Sur la base des nouvelles estimations du Bureau de stratégie et de développement du Ministère de l'Élevage, l'offre de la production animale devrait croître de 7,1% en 2018 après une hausse de 4,7% en 2017, du fait entre autres des nouveaux acteurs enregistrés dans le sous-secteur.

Les effectifs du cheptel devraient enregistrer des hausses de 15,0% pour les ovins (2.725 mille), 7,3% pour les caprins (3.264 mille),

4,5% pour les bovins (7.451 mille) et 0,4% pour les porcins (1 40 mille).

Graphique 2.1.5 : Production animale (en milliers de têtes).



Source : ME/BSB

2.2 Secteur Secondaire, faible croissance

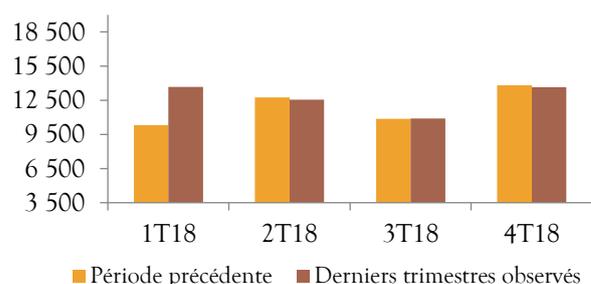
Le secteur secondaire (32,8% du PIB, dont 17,4% pour les activités extractives), devrait croître de 8,7% en 2018 et de 6,0% en 2019 après 23,8% en 2017.

Production de bauxite, en hausse

Au quatrième trimestre 2018, la production de bauxite a été de 13.640,12 mille tonnes après 10.905,94 mille tonnes au troisième trimestre 2018. A fin décembre 2018, ce volume cumulé a atteint 50.765,54 mille tonnes contre 47.723,82 milles tonnes en 2017.

Par rapport au troisième trimestre 2018, la production de bauxite en volume a augmenté de 25,1% au quatrième trimestre 2018 contre une baisse de 13,1% à la période précédente, en lien avec une reprise des activités après les manifestations et revendications syndicales dans la région de Boké.

Graphique 2.1.6 : Production de la bauxite (en 000 t)



Source : MMG/CBG/CBK/SMB

En glissement annuel, le volume de la production de bauxite a reculé de 1,2% au quatrième trimestre 2018. Cependant, le volume cumulé de la production a crû de 6,4% en 2018, du fait des raisons susmentionnées.

Pierres précieuses, une production en baisse

Au quatrième trimestre 2018, les volumes de production ont été de 232,46 millions d'onces pour l'or et 45,44 mille carats pour le diamant.

A fin décembre 2018, le volume cumulé de production de l'or a été de 934,85 millions d'onces contre 1.590,90 millions d'onces au même moment de 2017. Celui de la production du diamant est passé de 263,73 milles carats en 2017 à 259,47 milles carats en 2018.

Comparés au quatrième trimestre 2017, les volumes de la production du diamant et de l'or ont baissé respectivement de 28,9% et de 30,1% au quatrième trimestre 2018. Aussi, sur une base annuelle, à fin décembre 2018, les différents volumes de productions ont reculé de 41,2% et de 1,6%.

Le repli de ces volumes de production serait dû en partie, aux mesures entreprises par l'Etat pour interdire l'utilisation excessive des produits chimiques dans l'exploitation artisanale et le recul de la demande sur le marché international.

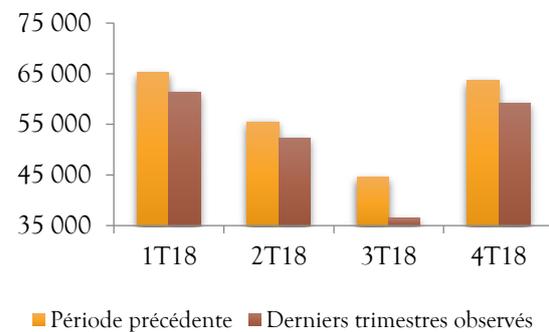
Productions de boissons, en baisse

Au quatrième trimestre 2018, les volumes de production ont été de 64,778 mille hectolitres pour la bière et 59,243 mille hectolitres pour les boissons sucrées après respectivement 68,574 et 55,473 mille hectolitres au trimestre précédent.

Au terme de 2018, le volume cumulé de la production de la bière a été évalué à 259,603 mille hectolitres, celui des boissons sucrées a été de 228,355 mille hectolitres contre

respectivement 273,643 et 228,884 mille hectolitres au même moment de 2017.

Graphique 2.1.7 : Production des boissons sucrées (en 000 hl)



Source : MIPME/BONAGUI & SOBRAGUI

Comparé au quatrième trimestre 2017, le volume de la production de bière a enregistré une baisse de 12,6% au quatrième trimestre 2018 contre une hausse de 22,2% il y a un an. Aussi, la production de boissons sucrées, pour sa part a enregistré une baisse en glissement annuel de 6,9 après un recul de 15,0% au même moment de 2017. L'évolution globale de ce produit en 2018, présente une contreperformance par rapport à 2017 (Graphique 2.1.7).

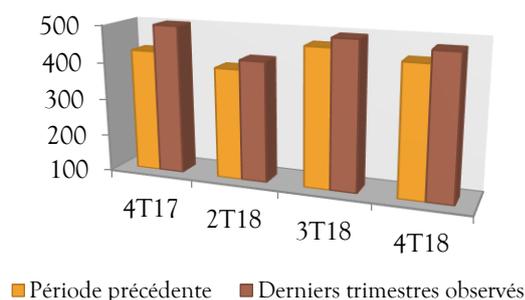
Les différentes tendances observées sur les productions des boissons s'expliquent, entre autres par les travaux de maintenance et de montage liés à la chaîne de production de BONAGUI et selon les acteurs du secteur par les effets de la concurrence déloyale dont ils se disent victimes.

"Electricité et eau", en faible hausse

La production nationale de l'énergie électrique et de l'eau maintient sa bonne dynamique en 2018.

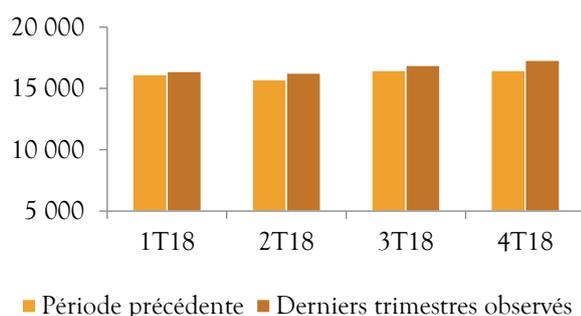
Au quatrième trimestre 2018, ces différents indicateurs ont été évalués à 542,857 mille MWH pour l'électricité et 17.294,059 mille m³ contre 501,261 mille MWH et 16.886,968 mille m³ au troisième trimestre 2018

Graphique 2.1.10 : Production d'électricité (en millions MWH)



Source : MEH/EDG

A fin décembre 2018, les volumes cumulés de production d'électricité et d'eau potable ont atteint respectivement 1.913,782 mille MWH et 66.844,061 mille m³.

Graphique 2.1.11 : Production d'eau potable (en millions de m³)

Source : MEH/SEG

En glissement annuel, par rapport à 2017, le volumes cumulés de la production d'électricité et d'eau potable ont enregistré respectivement une hausse de 10,5% et de 3,2% en 2018.

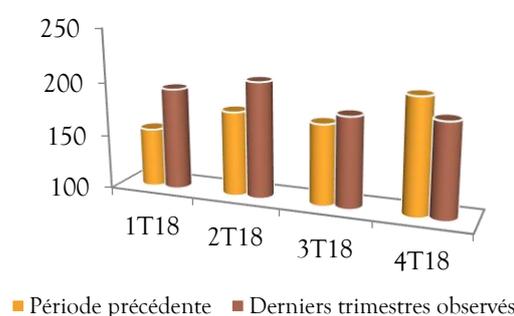
Bâtiments et Travaux publics, tendance positive

Le ciment et la peinture, principaux indicateurs de ce sous-secteur terminent l'année sur une tendance positive.

A fin décembre 2018, le volume cumulé de la production de ciment a été de 772,42 mille tonnes contre 713,47 mille tonnes il y a un an. Celui de la peinture est passé de 13,538 mille tonnes en 2017 à 15,199 mille tonnes à fin en 2018. Soit une hausse de 8,3% pour le ciment

et de 12,3% pour la peinture.

Graphique 2.1.12 : Production de ciment (en milliers de tonnes)



Source : MIPME/Ciments de Guinée, G.I CIMENTS., CIMAF

Au cours du quatrième trimestre 2018, le volume de la production de ciment a été de 186,9 mille tonnes, celui de la peinture a été de 3,755 mille tonnes après respectivement 206,01 et 3,748 mille tonnes en 2017.

Par rapport au quatrième trimestre 2017, le volume de la production de peinture a légèrement augmenté de 0,2% au quatrième trimestre 2018 contre une baisse de 9,3% pour celui du ciment sur la période.

2.3 Activités Tertiaires, bonne performance

La valeur ajoutée du secteur tertiaire, devrait enregistrer une croissance moyenne de 8,7 % en 2018 contre 2,7 % en 2017. Cette évolution serait soutenue par un apport appréciable de tous les sous-secteurs, notamment ceux du transport et des postes et télécommunications,

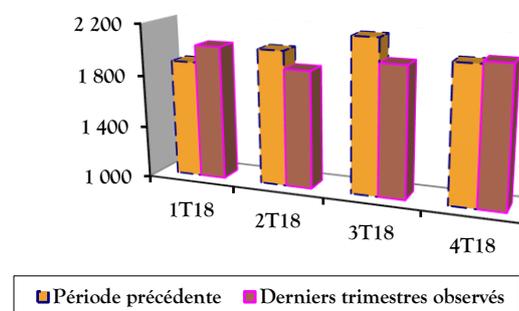
Transport, une dynamique favorable

Au quatrième trimestre 2018, les indicateurs du transport aérien ont été respectivement de 137,799 mille passagers et 2,052 mille vols contre 114,256 et 2,034 mille au même moment de 2017.

Au terme des douze mois de 2018, le cumul du nombre de passagers aériens a atteint 511,66 mille contre 369,36 mille passagers à la même période de 2017. Soit une progression

de 9,6%. Au même moment, celui du nombre de vols enregistré a été de 7,970 mille contre 8,136 mille vols il y a un an, soit une baisse de 2,0%.

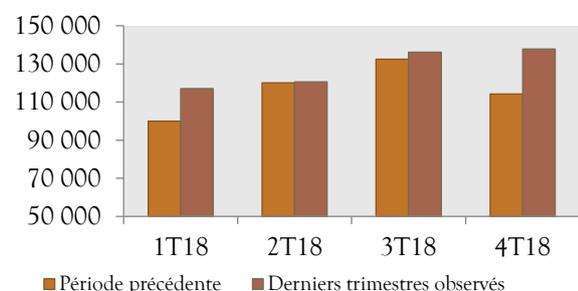
Graphique 2.1.14 : Evolution des mouvements d'aéronefs



Source : MT/SOGEAC

Par rapport au troisième trimestre 2018, en rythme trimestriel, le nombre de passagers aériens enregistrés a augmenté de 1,2% au quatrième trimestre 2018. De même, le nombre de vols a également augmenté de 3,1%. Cette performance tient en partie à l'augmentation du nombre de compagnie et une hausse des fréquentations.

Graphique 2.1.15 : Evolution du nombre des passagers aériens



Source : MT/SOGEAC

Aussi, en glissement annuel, les nombres de passagers et de vols aériens ont enregistré respectivement une hausse de 20,6% et de 0,9% au quatrième trimestre 2018. Des tendances qui confirment la bonne performance du trafic aérien.

Les informations statistiques issues du Bureau Régional du Transport Terrestre de Conakry (BRTTC) indiquent que le cumul du nombre d'immatriculation de véhicules est passé de 35,414 mille à fin décembre 2017 à 42,032

mille véhicules immatriculés en 2018. Soit une progression de 18,7% sur la période.

Au cours du quatrième trimestre, ce principal indicateur du transport terrestre a atteint 10,205 mille véhicules immatriculés contre 10,126 mille au trimestre précédent. Comparé au troisième trimestre 2018, le nombre de véhicules immatriculés a enregistré une légère hausse de 0,8% quatrième trimestre 2018, en lien avec une reprise de la demande.

2.4 Secteur Extérieur, compte courant déficitaire

Au terme de l'année 2018, les transactions de la Guinée avec l'extérieur se sont soldées par un besoin de financement de USD 50,10 millions contre une capacité de financement de USD 664,10 millions en 2017. Cette évolution résulte essentiellement de la détérioration du solde des transactions courantes qui est ressorti déficitaire à hauteur de USD 190,46 millions en 2018 contre un excédent de USD 518,4 millions en 2017.

La dégradation de la balance des transactions courantes est principalement due à la baisse prononcée de l'excédent de la balance commerciale et à l'augmentation du déficit de balance des services. En effet, l'excédent de la balance commerciale est passé de USD 1110,01 millions en 2017 à USD 592,42 millions en 2018. Cette évolution est en relation avec la baisse des exportations notamment les produits agricoles, les produits de la pêche, des produits forestiers, d'or et de diamant dont l'impact a été atténué par un accroissement des exportations de bauxite. Les exportations sont toujours tirées par les produits miniers principalement la bauxite et l'or qui comptent plus des deux-tiers du total des exportations. Les importations restent dominées par les biens intermédiaires et équipements, principalement du secteur minier.

S'agissant de la balance des services, l'aggravation de son déficit résulterait en

grande partie de la hausse de la facture des services de transport maritime, des services de construction et des autres services spécialisés (audit, conseils en gestion, études etc.) fournis aux entreprises résidentes par des non-résidents. Un gisement d'emploi en attente de valorisation.

La balance des revenus primaires est ressortie déficitaire à hauteur de USD 181,85 millions contre un déficit de USD 50,6 millions en 2017. Cette évolution résulte de la hausse des revenus des investissements payés aux non-résidents et des intérêts sur la dette extérieure publique. La balance des revenus secondaires est excédentaire de USD 95,96 millions contre USD 162,55 millions en 2017. Cette baisse s'explique essentiellement par la réduction du volume des dons ordinaires publics et des transferts des sociétés non financières, des ménages et des institutions sans but lucratif au service des ménages ISBLSM.

Sur la période, le taux de couverture des importations par les exportations est passé de 131,9% en 2017 à 117,5% en 2018. Aussi, le degré d'ouverture de l'économie nationale vers l'extérieur s'est chiffré à 32,5% en 2018.

Au titre du compte financier, les entrées nettes de capitaux (USD 1.020,36 million) ont contribué à combler le besoin de financement global. Ces entrées de capitaux concernent notamment les investissements directs (USD 353,08 millions) et les autres investissements à savoir les emprunts privés et publics et autres financements à court terme (USD 655,89 millions).

En fin, les transactions avec l'extérieur ont abouti à un net renforcement des réserves brutes de change. En effet, celles-ci passent de USD 642,07 millions à fin décembre 2017 à USD 910,74 millions en 2018, soit une hausse de 41,8%. Cette consolidation des réserves résulte de la gestion prudente des réserves par la BCRG dans le cadre de la FEC, de l'achat d'or par la BCRG, de l'encaisse des devises en stock à la BCRG, de la mise en œuvre de

mesures incitatives pour les orpailleurs artisanaux, du concours extérieur des bailleurs de fonds et d'un contrôle renforcé du respect de la réglementation en matière de rapatriement des recettes d'exportations des matières précieuses.

2.5 Finances Publiques, Monnaie & Crédit

Dans le cadre de la mise en œuvre du nouveau programme soutenu par la Facilité Elargie de Crédit (FEC) du FMI, les autorités guinéennes sont déterminées à préserver la stabilité macroéconomique et à renforcer les objectifs budgétaires du programme. Il s'agit notamment : (i) d'atteindre un excédent budgétaire de 0,8 % du PIB en 2018 ; (ii) de contenir les dépenses courantes en biens et services à 3,3 % du PIB ; (iii) de maintenir la masse salariale à 3,9 % du PIB ; (iv) de mobiliser les recettes fiscales non minières à hauteur de 0,1 % du PIB en 2018.

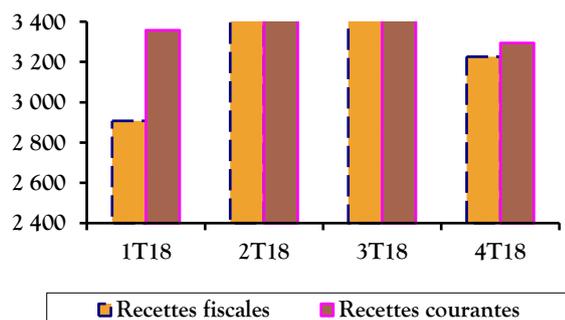
En 2018, malgré un contexte sociopolitique tendu, la gestion budgétaire a été marquée par une réduction du déficit global et hors dons.

2.5.1 Recettes et dons, en hausse

A fin décembre 2018, la mobilisation des recettes totales et dons est ressortie à GNF 15.964,9 milliards (15,5% du PIB), en hausse de 11,3% par rapport à la mobilisation à fin décembre 2017 qui se situait à 14.341,9 milliards (15,9% du PIB). Cette hausse est imputable principalement aux recettes courantes qui se sont inscrites en augmentation de 11,8% en 2018. Elles ont atteint 14,0% du PIB (GNF 14.422,8 milliards) contre 14,3% du PIB (12.902,0 milliards) en 2017.

L'accroissement des recettes courantes en 2018 a été porté essentiellement par les recettes minières (37,8%) que par les recettes non minières (7,4%).

Graphique 2.2.1 : Evolution des recettes fiscales & courantes, en Mrds GNF



Source : MB/DNB

Les performances enregistrées au titre de la mobilisation des recettes intérieures découlent des mesures mises en place au niveau des régies de recettes, notamment (i) l'ouverture de guichets avancés de la Banque Centrale et des banques commerciales dans les locaux de la DNI pour l'encaissement de certains droits et taxes dans le but de rapprocher les centres de paiement des contribuables, (ii) la mise en place d'un numéro identifiant financier permanent pour les opérateurs actifs et l'interconnexion en cours des services des impôts avec ceux de la douanes, de l'APIP et des marchés publics, (iii) la poursuite de l'effort d'Interconnexion au site informatique des unités douanières de l'intérieur au serveur principal à Conakry, (iv) la création d'une Section Valeur qui a permis de renforcer et d'alimenter la base de données ou fichiers valeurs des produits sensibles et/ou grands pourvoyeurs de recettes, (v) l'opérationnalisation de la Division des Renseignements d'Analyses des Risques et Orientation des Contrôles (DRAROC) qui a permis de développer le renseignement dans la lutte contre la fraude (LCF), et (vi) l'institution d'un mécanisme d'évaluation des Unités de recouvrement et des vérificateurs chargés de la liquidation des droits et taxes avec des sanctions positives ou négatives selon les résultats.

Les dons mobilisés au cours de l'année 2018 se sont établis à GNF 1.510,2 milliards contre GNF 1.408,2 milliards en 2017. Cet accroissement est imputable essentiellement

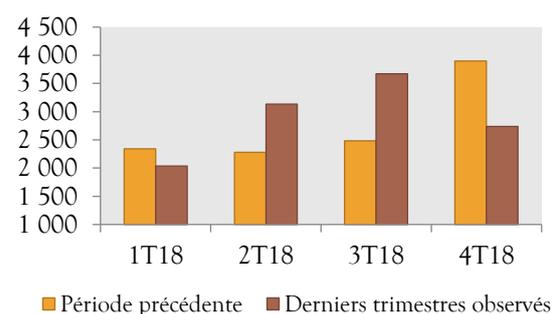
aux dons affectés qui sont de GNF 1.061,3 milliards, soit 70% du total des dons en 2018 contre GNF 959,6 milliards en 2017. Les dons non affectés qui sont de GNF 448,9 milliards en 2018, soit 30% du total des dons, sont quasiment restés au même niveau qu'en 2017 (GNF 448,7 milliards).

2.5.2 Accroissement des dépenses publiques.

Les dépenses budgétaires ont été évaluées à GNF 17.156,8 milliards (16,6% du PIB) en 2018 contre GNF 16.178,4 milliards (18,0% du PIB) à fin 2017, soit un accroissement de 6,0% (GNF 978,5 milliards). Une hausse portée principalement par les dépenses courantes et les dépenses d'investissement.

En 2018, les dépenses courantes se sont accrues pour se situer à GNF 11.588,5 milliards (11,2% du PIB) contre GNF 10.662 milliards (11,8% du PIB) en 2017. Cet accroissement tiré notamment par la hausse de 21,2% des dépenses de personnel (GNF 722,3 milliards) et par la hausse de 69,6% des paiements au titre des intérêts de la dette extérieure (GNF 132,1 milliards). Les engagements au titre des dépenses de biens et services et de transferts n'ont progressé que de 1,6% et 0,9% respectivement.

Graphique 2.2.2 : Evolution des dépenses courantes (en milliards GNF)



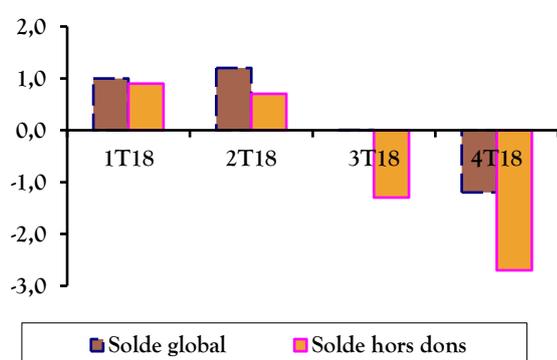
Source : MB/DNB

Quant aux dépenses en capital, elles ont été évaluées à GNF 5.445,7 milliards (4,9% du PIB) en 2018 contre GNF 5.395,0 milliards en 2017, soit un accroissement de 0,9% (GNF 46,7 milliards par rapport à fin décembre 2017). Cette évolution résulte de la baisse des

engagements de dépenses en capital sur ressources internes de 35,0% et d'une hausse de 54,8% des dépenses en capital sur ressources externes. En effet, les dépenses en capital sur ressources internes sont passées de 3.239,8 milliards en 2017 à 2.105.0 milliards en 2018, tandis que les dépenses en capital sur ressources externes ont atteint GNF 3.336,7 milliards contre GNF 2.155,2 milliards à fin 2017.

2.5.3 déficits budgétaires, en baisse

Graphique 2.2.3 : Solde budgétaire avec et hors dons (% PIB)



Source : MB/DNB

Au terme de l'année 2018, les déficits budgétaires global et hors dons ont été respectivement de GNF 1.166,97 milliards et GNF 2.077,16 milliards. Aussi, le solde base caisse est ressorti déficitaire de GNF 914,6 milliards à fin décembre 2018. Ce déficit a été couvert par des apports extérieurs à hauteur de GNF 2.196,8 milliards conjugué à un désendettement intérieur de l'Etat de 1282,2 milliards.

En effet, le déficit global est passé de 2,0% du PIB en 2017 à 1,2% du PIB en 2018. Hors dons, le déficit a représenté 2,7% du PIB en 2018 contre 3,6% en 2017. Ces performances budgétaires résultent de la mise en œuvre des mesures stimulantes liées à la mobilisation des ressources.

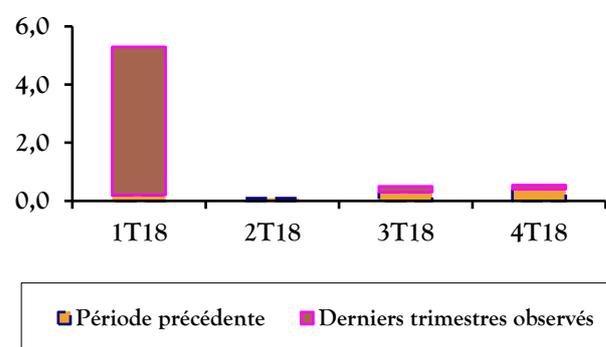
2.5.4 Règlement des services de la dette publique, encore mitigé.

En 2018, l'encours de la dette publique de la

Guinée est ressorti à GNF 35.026,8 milliards, soit 34,0% du PIB en 2018 contre GNF 32.840,1 milliards à fin décembre 2017, soit 36,4% du PIB.

La hausse de 6,7% ainsi enregistrée est imputable à la dette extérieure qui s'est accrue de 15,6%, tirée notamment par la composante multilatérale (+33,5%). Quant à la dette intérieure, elle a baissé de 4,1% pour se situer à GNF 14.337,5 milliards en 2018 contre GNF 14.946,3 milliards en 2017.

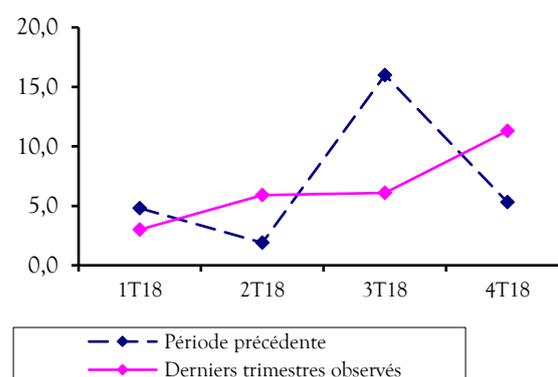
Graphique 2.2.4 : Service de la dette extérieure (en % export.)



Source : MB/DNB

Aussi, en 2018, le niveau de paiements des services de la dette publique extérieure et intérieure a respectivement été évalué à GNF 926,87 et GNF 1.541,84 milliards.

Graphique 2.2.5 : Service de la dette intérieure (en % Recettes fiscales)



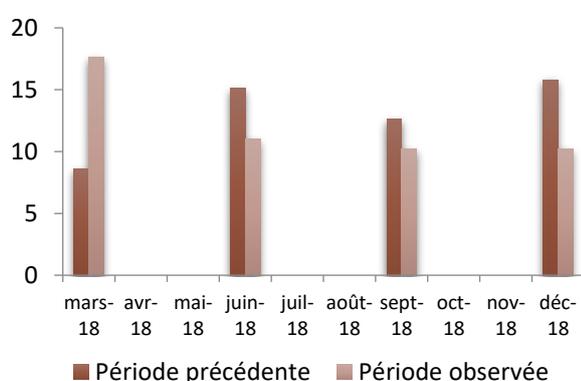
Source : MB/DNB

Ainsi, à fin décembre 2018, le niveau de paiement du service de la dette extérieure a été 0,14% des exportations. Quant à celui de la dette intérieure, il s'est établi à 11,3% des recettes fiscales à fin décembre 2018.

2.5.5 Situation monétaire, adéquate

La politique monétaire poursuivi par la BCRG s’est orientée vers la préservation d’une inflation modérée tout en assurant la fourniture d’un niveau de liquidité appropriée au secteur bancaire pour soutenir une croissance saine et faire du crédit au secteur privé. Cette orientation s’inscrit dans l’optique de la satisfaction des exigences du nouveau programme appuyé par la FEC (Facilité Elargie de Crédit).

Graphique 2.2.6 : Masse monétaire en glissement annuel (%)



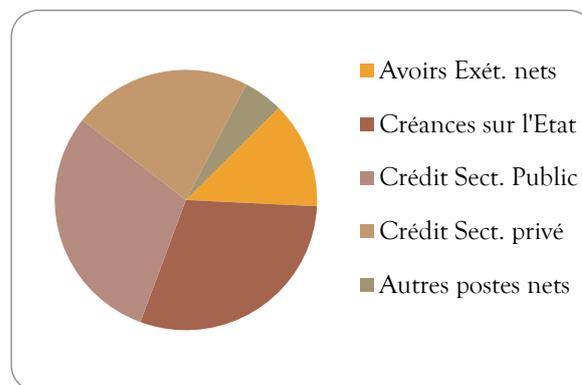
Source : BCRG/DGES

En effet, la BCRG visera à maintenir une inflation stable à un seul chiffre et la base monétaire comme cible intermédiaire. Pour 2018, la base monétaire devrait augmentée à environ 14 % (en glissement annuel), ce qui correspond à un taux d’inflation de 8,0 % et à une croissance saine du crédit au secteur privé de 5,0% de la masse monétaire.

En décembre 2018, la masse monétaire (M2) a atteint 24.746,4 milliards de GNF, soit une hausse de 10,3%. Cette augmentation résulte d’un rebond des avoirs extérieurs nets (AEN) de 36,9% pour atteindre 6.794,6 milliards de GNF en 2018. Le renforcement des AEN résulte essentiellement des mesures prises par la BCRG dans le cadre de la Facilité Elargie de Crédit (FEC) en vue de renforcer ses réserves. Ces mesures concernent l’acquisition d’un

important stock d’or (545,62 milliards de GNF en décembre 2018 contre 82,96 milliards de GNF un an plus tôt) et d’une gestion prudente de ses réserves en devises (en hausse de 45%).

Graphique 2.2.7 : Contreparties de la Masse



Source : BCRG/DGES

Cependant, les Avoirs Extérieurs Nets (AEN) des banques ont enregistré un repli de 11,5% en partie lié aux mesures de conformité imposées par leurs correspondants étrangers (Connaitre les clients de tes clients) et surtout le dénouement des opérations de transfert au profit de leur clientèle. Quant aux Avoirs Intérieurs Nets (AIN), ils ont légèrement augmenté au cours de la période (+2,7%) à GNF 17.951,78 milliards.

Aussi, le crédit au secteur public (54,0% de M2) a cru de 20,2% et le crédit à l’économie (38,8% de M2) a augmenté de 16,8%.

L’accroissement de la masse monétaire a été associée à la progression des dépôts en GNF que ce soit les dépôts à vue (+18,6%) ou dépôts à termes (+21,1%). Dans une moindre mesure la monnaie en circulation a progressé de 8%. En revanche, les dépôts en devises sont en baisse de 4,5% en lien avec le problème lié aux correspondants étrangers des banques.

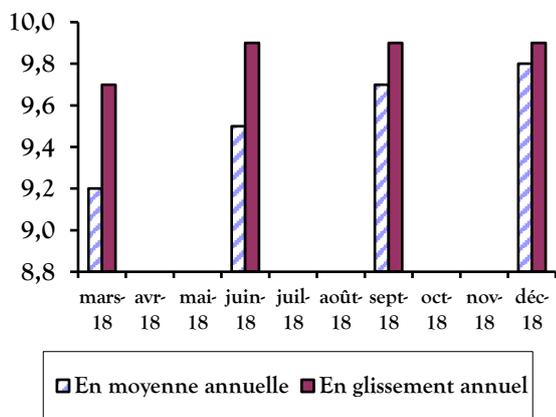
Ces évolutions sont des reflets de la politique accommodante menée par la BCRG.

2.5.6 Inflation continuellement sous pression.

En décembre 2018, la variation en glissement annuel de l'indice harmonisé des prix à la consommation (IHPC) a été de 9,9%, du fait essentiellement de l'augmentation de la fonction "produits alimentaires, boissons et tabac" (dont le poisson 17,5%). En moyenne annuelle, elle a été évaluée à 9,8%.

Aussi, l'inflation sous-jacente est passée de 4,0% en décembre 2017 à 6,3% en 2018. Cette dernière évolution suggère des causes structurelles qui méritent d'être mieux pris en charge.

Graphique 2.2.8 : IHPC - Evolution de l'inflation (en %)



Source : MPC/INS

Cependant, il faut noter que le phénomène d'inflation en Guinée découle plus des produits locaux que des produits importés au cours de la période sous-revue. La poursuite de ces tendances pourrait affecter négativement le pouvoir d'achat des ménages.

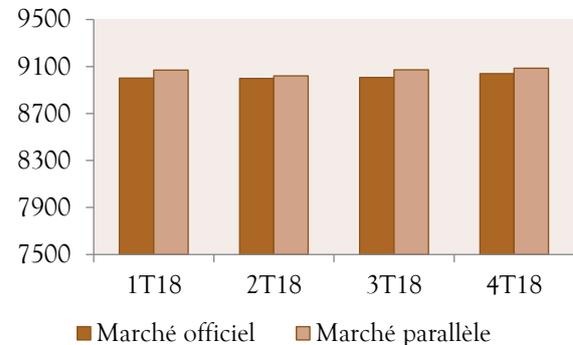
Cette situation est due, entre autres, aux problèmes liés à l'approvisionnement de la capitale en produits alimentaires en raison de la dégradation de certaines infrastructures routières à travers le pays.

2.5.7 Taux de change, relativement stable

En décembre 2018, sur le marché de change, le franc guinéen a été cédé à GNF 9.059 contre un dollar US et à GNF 10.311 contre un Euro,

soit une dépréciation nominale de 0,6% face au dollar US contre une appréciation de 3,2% face à l'Euro.

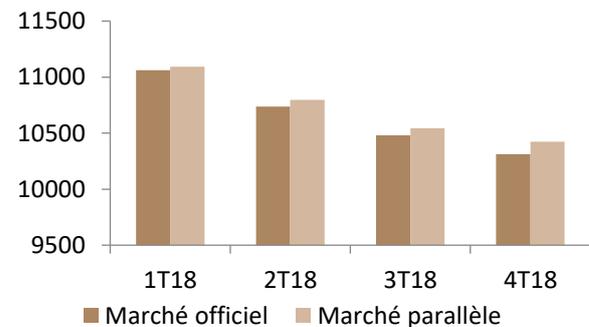
Graphique 2.2.9 : Evolution du taux de change (1 USD = n GNF)



Source : BCRG/DGES

Au même moment, la prime de change entre le marché officiel et parallèle a été de 0,5% face au dollar américain et de 0,8% face à l'Euro, en lien avec les effets de la mise en œuvre progressive des réformes du marché des change initiées depuis 2016 pour réduire l'écart entre les taux officiel et parallèle.

Graphique 2.2.10 : Evolution du taux de change (1 € = n GNF)



Source : BCRG/DGES

2.5.8 Indicateurs de performance de la gestion macroéconomique

A fin décembre 2018, les résultats budgétaires suivants ont été obtenus :

- i) Les recettes hors secteur minier ont atteint 11,2% du PIB ;
- ii) Les dépenses courantes hors paiements d'intérêts ont été de 10,2% du PIB ; et
- iii) L'exécution de la masse salariale de l'Etat a atteint 4,0% du PIB.

Sur la base des critères de performance programmés du précédent FEC, les réalisations à fin décembre 2018 ont été les suivantes :

- a) le solde primaire a été excédentaire de 1,4% du PIB ;
- b) la base monétaire a enregistré une variation en glissement de 6,3% en 2018 contre une cible de 14,0% ;
- c) les avoirs intérieurs nets de la Banque Centrale de la République de Guinée ont été moins élevés que prévu, soit 6,7% du PIB contre un objectif de 7,7% en décembre 2018

; et

d) les réserves internationales nettes ont été de 5,1% du PIB contre une prévision de 4,8% en décembre 2018.

2.6 CRITERES DE CONVERGEANCES CEDEAO

Au plan du respect des critères de convergences de la CEDEAO, la Guinée a rempli six critères sur six en 2018, à savoir : le Déficit budgétaire global, base engagement ($1,2\% < 3\%$), l'Inflation en moyenne annuelle ($9,8\% < 10\%$) ; le financement du déficit budgétaire par la Banque centrale ($0,0\% < 10\%$ des recettes fiscales de 2014); le Ratio encours de la dette publique / PIB ($34,0\% < 70\%$), la Stabilité du taux de change nominal ($-10\% \leq -1,2\% \leq +10\%$) et le critère relatif aux Réserves extérieures brute en mois d'importation ($3,2 > 3$ mois).

III. PERSPECTIVES BUDGETAIRES POUR LE PREMIER TRIMESTRE DE 2019

Les perspectives budgétaires 2019 devraient se renforcer par rapport à 2018, en lien avec la poursuite des objectifs du programme FEC.

3.1 Progression des recettes courantes

Au titre de l'année 2019, La mobilisation des recettes totales et dons serait de 19.332,1 milliards, en accroissement de 17,4% par rapport à 2018, portée exclusivement par les recettes courantes (19,5%) ; la mobilisation des dons étant prévue en baisse de 5,9%.

3.2 Dépenses totales, en hausse

Au niveau des dépenses totales, les prévisions d'engagements sont de 22.313,4 milliards (21,6% du PIB), en hausse de 23,1% par rapport à 2018. Cet accroissement serait imputable aussi bien par les dépenses d'investissement (+40,5%) que par les dépenses courantes (+8,4%).

IV. MESURES DE POLITIQUE BUDGÉTAIRE

Principales recommandations :

- i) Poursuivre les efforts de contractualisation des principales régies de recettes ;
- ii) Evaluer les calendriers fiscaux en vigueur et réviser pour alléger les tensions de trésoreries ;
- iii) Numériser les subventions et transferts pour mieux les cerner ;
- iv) Evaluer les mesures de dépenses fiscales et les optimiser notamment grâce à une meilleure synergie ;
- v) Mobiliser les avoirs extérieurs nets à un niveau convenable, hors concours extérieurs ;
- vi) Poursuivre l'exécution du budget sur la base caisse assortie de plans de trésorerie mensuels, strictement respectés ;
- vii) Traiter la totalité des dépenses publiques par le biais du système informatisé de la chaîne des dépenses, sauf dans des cas exceptionnels. Exiger la régularisation des dépenses d'urgence payées par régies d'avance dans les délais prévus. Les montants non régularisés dans les délais impartis ne devraient pas être supérieurs à 3 % des dépenses totales du mois courant ;
- viii) Améliorer le recouvrement des recettes non fiscales par l'élaboration des règles simples de progression à respecter, et poursuivre le respect scrupuleux du principe de l'unicité des comptes du Trésor, avec la fermeture des comptes spéciaux et le transfert des soldes créditeurs sur les comptes principaux du Trésor.
- viii) Identifier les prestataires indéliçats et initier des mesures disciplinaires.

ANNEXES

I ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

Tableau 1.1 : Taux de change de l'euro

Trimestre/Année	€ / USD	€ / YPY	€ / £
2017			
1T17	1,068	120,107	0,857
2T17	1,119	124,637	0,899
<i>Moy. 1^{er} Semestre 2017</i>	<i>1,093</i>	<i>122,372</i>	<i>0,878</i>
3T17	1,179	131,110	0,898
<i>Moy. 1T17-3T17</i>	<i>1,122</i>	<i>125,284</i>	<i>0,885</i>
4T17	1,184	133,363	0,882
<i>Moy. 2^{ème} Semestre 2017</i>	<i>1,181</i>	<i>132,237</i>	<i>0,835</i>
<i>Moy. Annuelle 2017</i>	<i>1,137</i>	<i>127,304</i>	<i>0,884</i>
2018			
1T18	1,233	132,490	0,879
2T18	1,192	130,086	0,876
<i>Moy. 1^{er} Semestre 2018</i>	<i>1,213</i>	<i>131,288</i>	<i>0,878</i>
3T18	1,166	130,37	0,892
<i>Moy. 1T18-3T18</i>	<i>1,197</i>	<i>130,98</i>	<i>0,883</i>
4T17	1,138	127,66	0,891
<i>Moy. 2^{ème} Semestre 2018</i>	<i>1,152</i>	<i>129,02</i>	<i>0,892</i>
<i>Moy. Annuelle 2018</i>	<i>1,182</i>	<i>130,15</i>	<i>0,885</i>

Tableau 1.2 : Coûts des matières premières

Trimestre/Année	Alu (\$/t)	Or (\$/once)	Café (\$/t)	Pétrole (\$/brl)
2017				
1T17	1 851,00	1 219,00	3 643,33	54,13
2T17	1906,33	1257,67	3300,00	50,27
<i>Moy. 1^{er} Semestre 2017</i>	<i>1878,67</i>	<i>1238,33</i>	<i>3470,00</i>	<i>52,20</i>
3T17	2009,67	1278,00	3276,67	51,77
<i>Moy. 1T17-3T17</i>	<i>1922,33</i>	<i>1251,56</i>	<i>3405,56</i>	<i>52,06</i>
4T17	2102,67	1275,33	3080,00	61,47
<i>Moy. 2^{ème} Semestre 2017</i>	<i>2056,17</i>	<i>1276,67</i>	<i>3178,33</i>	<i>56,62</i>
<i>Moy. Annuelle 2017</i>	<i>1967,42</i>	<i>1257,50</i>	<i>3324,17</i>	<i>54,41</i>
2018				
1T18	2 153,67	1 329,00	3 013,33	66,97
2T18	2 213,79	1 310,41	3 021,67	74,22
<i>Moy. 1^{er} Semestre 2018</i>	<i>2 208,89</i>	<i>1317,82</i>	<i>2990,00</i>	<i>70,73</i>
3T18	2 053,33	1212,67	2770,00	75,47
<i>Moy. 1T18-3T18</i>	<i>2157,04</i>	<i>1282,77</i>	<i>2916,67</i>	<i>72,31</i>
4T17	1963,00	1228,67	2950,00	67,40
<i>Moy. 2^{ème} Semestre 2018</i>	<i>2008,17</i>	<i>1220,67</i>	<i>2860,00</i>	<i>71,43</i>
<i>Moy. Annuelle 2018</i>	<i>2108,53</i>	<i>1269,24</i>	<i>2925,00</i>	<i>71,08</i>

Sources : BCRG, Marchés Tropicaux et Méditerranéens, fxtop.com, world bank/commodity prices.

II. PLAN NATIONAL

2.1 SECTEUR RÉEL

Tableau 2.1.1 : Évolution de la production agricole (en milliers de tonnes)

Produits	2011/2012	2012/2013	2013/2014	2014/2015	2015/2016	2016/2017	2017/2018 ^e	2018/2019 ^p
Rizpaddy	1 793	1 919	2 053	1 970	2 099	2 127	2 198	2 340
Mais	611	641	672	698	700	757	817	821
Fonio	409	429	451	473	477	525	488	508
Manioc	1 113	1 165	1 219	1 427	1 417	1 591	1 752	1 895
Arachide	353	358	363	422	415	569	696	770
Café	72	75	78	79	82	75	82	75
Cacao	27	28	29	30	32	35	32	35
Coton	1/2	1	1,14	1,20	1,25	2,85	1,25	2,85

Source : Agence National des Statistiques Agricoles (ANASA), € = estimation et (p)= projection

Tableau 2.1.2 : Évolution de la production animale (en milliers de têtes)

Produits	2012	2013	2014	2015	2016	2017 ^e	2018 ^p
Bovins	5 459	5 530	5 608	5 701	5 390	5 715	5 403
Ovins	1 838	1 865	1 879	1 880	1 825	1 925	1 868
Caprins	2 199	2 250	2 273	2 298	1 856	1 876	1 515
Porcin	105	106	108	110	115	215	225

Source : Direction Nationale de l'Élevage, Service des statistiques, € = estimation et (p)= projection

Tableau 2.1.3 : Évolution de la production minière et exportations du poisson de la pêche industrielle

Trimestre/Année	Poisson en 000 t	Bauxite (en milliers de tonnes)	Alumine (000 tonnes)	Or 000 z	Diamant 000 c
2017					
4T17	3.218,30	13.809,62	0,00	354,38	46,83
<i>Cumul, 2^{ème} Semestre 2017</i>	3.923,60	24.671,74	0,00	777,16	155,77
<i>Cumul, annuel 2017</i>	11.729,19	47.724,12	0,00	1.618,40	245,59
2018					
1T18	4,01	13.675,16	0,00	286,38	84,36
2T18	297,31	12.544,32	17,15	215,75	78,14
<i>Cumul-1^{er} Semestre 2018</i>	301.317,68	26.555,06	191,87	502,13	162,51
3T18	3.152,34	10.905,94	226,90	200,26	51,52
1T18-3T18	304.470,02	37.125,42	418,76	702,39	214,03
4T18	4.418,01	13.640,12	109,23	232,46	45,44
<i>Cumul, 2^{ème} Semestre 2018</i>	7.570,35	24.546,06	336,17	432,72	96,96
<i>Cumul, annuel 2018</i>	308.888,03	50.765,54	527,99	934,85	259,47

Sources : Ministère de la pêche, de l'Aquaculture et de l'Economie Maritime, MMG/DGEP et BCRG

Tableau 2.1.4 : Évolution de la production alimentaire

Trimestre/Année	Bière 000 hl	Boissons (000 hl) sucrées	Huile de palme 000 t	Farine (000 t)
2017				
4T17	74 124	61 952	0,00	0,00
<i>Cumul-2^{ème} Semestre 2017</i>	151 197	106 563	0,00	0,00
<i>Cumul-annuel 2017</i>	273 643	227 192	25,00	0,00
2018				
1T18	70 818	61 325	0,00	0,00
2T18	72 153	51 314	0,00	0,00
<i>Cumul-1^{er} Semestre 2018</i>	126 231	113 639	0,00	0,00
3T18	68 594	55 473	0,00	0,00
4T18	64 778	59 242	0,00	0,00
<i>Cumul-2^{ème} Semestre 2018</i>	133 372	114 715	0,00	0,00
<i>Cumul-annuel 2018</i>	259 603	228 355	0,00	0,00

Sources : GMC, Moulins d'Afrique, Moulins de Taiba, BONAGUI, SOBRAGUI et SOGUIPAH

Tableau 2.1.5 : Évolution de la production énergétique

Trimestre/Année	Electricité MWH	Gaz (en 000 m ³)				Eau 000 m ³
		Oxygène	Acétylène	Azote	TOTAL	
<i>Cumul annuel 2016</i>	1 666 771	94,55	17,70	9,48	121,73	63 716 540
2017						
4T17	481 152	25,02	4,87	2,41	32,30	10 804 817
<i>Cumul-2^{ème} Semestre 2017</i>	950 024	49,65	9,65	4,81	64,12	27 271 694
<i>Cumul-annuel 2017</i>	1 717 498	101,69	19,84	9,87	131,39	59 115 001
2018						
1T18	446 018	32,28	7,18	0,16	39,62	16 382 043
2T18	421 775	26,68	5,55	1,25	33,48	16 434 139
<i>Cumul-1^{er} Semestre 2018</i>	855 532	58,96	12,73	1,41	73,10	32 663 034
3T18	493 472	26,44	5,85	0,16	32,45	16 584 994
4T18	478 310	27,95	6,06	0,98	34,99	17 294 058
<i>Cumul-2^{ème} Semestre 2018</i>	971 782	54,39	11,90	1,14	67,43	34 181 026
<i>Cumul-annuel 2018</i>	1 827 313	113,35	24,63	2,56	140,54	66 844 060

Sources : EDG, SEG et (SOGEDI, EDIGAZ, SOPROX, EUROGUIGAZ)

Tableau 2.1.6 : Évolution de la production de ciment et peinture

Trimestre/Année	Ciment	Peinture de TOPAZ (en milliers de tonnes)		
	000 t	"FOM"	"HUILE"	TOTAL
2017				
<i>Cumul-1^{er} Semestre 2017</i>	481,20	5 287,19	1 004,51	6 291,61
3T17	187,60	2 761,96	735,81	3 497,80
1T17-3T17	668,79	8 049,14	1 740,35	9 789,49
4T17	237,60	3 007,90	740,17	3748,07
<i>Cumul-2^{ème} Semestre 2017</i>	425,20	5 769,85	1 476,02	7 245,87
<i>Cumul-annuel 2017</i>	906,39	11 057,04	2 480,52	13 537,56
2018				
1T18	288,75	3 389,92	883,31	4 276,11
2T18	245,14	2 930,39	772,10	3 702,49
<i>Cumul-1^{er} Semestre 2018</i>	533,89	6 323,19	1 655,40	7 978,59
3T18	231,90	3 035,01	783,83	3 818,84
4T18	262,58	3 015,38	739,36	3754,74
<i>Cumul-2^{ème} Semestre 2018</i>	494,48	5 762,01	1458,82	7220 ,83
<i>Cumul-annuel 2018</i>	1 028,36	12 085,20	3 114,23	15 199,43

Sources : TOPAZ, Ciments de Guinée, Guinéenne Industrie, CIMAF, SONOCO, Diamond Ciment

Tableau 2.1.7 : Évolution de la balance commerciale estimée en millions USD

Libellé poste	Evolution trimestrielle 2018				Année 2018
	1T	2T	3T	4T	
A. Compte des transactions courantes n.i.a	-170,74	-43,87	47,31	-23,15	-190,46
Crédit	1164,68	1034,26	1210,88	1128,09	4537,91
Débit	1335,42	1078,13	1163,57	1151,25	4728,37
1. Balance commerciale	29,03	127,87	245,00	190,52	592,42
Crédit	1 012,24	961,85	985,18	1 018,80	3 978,07
Exportations f.a.b.	690,62	727,46	782,33	788,58	2 989,00
Or non monétaire	321,07	235,08	202,86	230,22	989,23
Débit	983,21	833,98	740,18	828,27	3 385,64
Importations f.a.b	983,21	833,98	740,18	828,27	3 385,64
2. Balance des services	-186,88	-149,49	-151,95	-208,68	-696,99
Crédit	14,32	24,96	29,39	35,35	104,03
Débit	201,20	174,45	181,34	244,03	801,02
3. Revenus primaires	-28,98	-23,43	-106,06	-23,37	-181,85
Crédit	9,41	17,38	5,55	36,31	68,66
Débit	38,39	40,81	111,61	59,69	250,51
4. Revenus secondaires	16,09	1,18	60,31	18,37	95,96
Crédit	128,70	30,07	190,76	37,63	387,15
Débit	112,61	28,89	130,44	19,26	291,20
B. Compte de capital n.i.a	22,51	48,77	69,08	0,00	140,36
Crédit	22,51	48,78	69,09	0,00	140,37
Débit	0,00	0,01	0,01	0,00	0,02
C. Capacité (+) Besoin (-) de financement	-148,24	4,90	116,39	-23,15	-50,10

Sources : Eurotrace / INS, Sydonia + + / DGD/BCRG,BdP (version 15/04/18)

Tableau 2.1.8 : Évolution des activités portuaires et aéroportuaires

Trimestre/Année	Mouvements Aéronefs	Passagers Aériens	Débarquements (000 t)		Véhicule Immatriculé
			Ciment	Riz	
2T17					
3T17	2 172	132 468	0,53	112,73	9 562
1T17-3T17	6 102	352 379	1,33	443,54	25 182
4T17	1 975	110 203	7,78	139,81	10 232
<i>Cumul 2^{ème} Semestre 2017</i>	<i>4 147</i>	<i>242 671</i>	<i>8,30</i>	<i>252,54</i>	<i>19 794</i>
<i>Cumul Annuel 2017</i>	<i>8 077</i>	<i>462 582</i>	<i>9,11</i>	<i>583,35</i>	<i>35 414</i>
2018					
1T18	2 030	117 119	0,29	147,21	10 837
2T18	1 897	120 611	14,24	348,77	10 864
<i>Cumul 1^{er} Semestre</i>	<i>3 927</i>	<i>237 730</i>	<i>14,53</i>	<i>495,99</i>	<i>21 701</i>
3T18	2 030	120 032	0,29	157,74	10 126
1T18-3T18	5918	373 862	14,82	653,72	31 827
4T18	2052	137 798	0,16	181,58	10 205
<i>Cumul 2^{ème} Semestre 2018</i>	<i>4043</i>	<i>273 930</i>	<i>0,45</i>	<i>339,32</i>	<i>20 331</i>
<i>Cumul Annuel 2018</i>	<i>7970</i>	<i>511 660</i>	<i>14,98</i>	<i>835,31</i>	<i>42 032</i>

Sources : SOGEAC, PAC et CADAC

2.2. FINANCES PUBLIQUES

Tableau 2.2.1 : Évolution des Opérations Financières de l'État (en milliards de GNF)

T O F E	1T2018		2T18		1er Semestre 2018		3T2018		4T2018	2ème Semestre 2018		Cumul 2018
	Prév.	Réal.	Prév.	Réal.	Prév.	Réal.	Prév.	Réal.	Réal.	Réal.	Réal.	
RECETTES ET DONNS	3 412,20	3 356,89	4 360,25	4 613,19	7 772,45	7 970,08	3 973,95	4 638,33	4 353,45	8 991,79	16 961,87	
<i>Recettes courantes</i>	2 931,46	3 356,89	3 758,99	4 149,53	6 690,45	7 506,42	3 601,60	3 621,49	3 294,69	6 916,17	14 422,60	
Secteur minier	553,55	607,42	803,03	831,74	1 356,58	1 439,17	667,85	694,34	666,79	1 361,13	2 800,30	
Secteur non minier	2 377,91	2 749,47	2 955,96	3 317,79	5 333,87	6 067,26	2 933,76	2 927,14	2 627,90	5 555,04	11 622,30	
Contributions directes	565,22	386,96	868,48	988,04	1 433,70	1 375,00	719,11	788,99	452,82	1 241,81	2 616,81	
Biens et Services	1 158,07	1 280,41	1 248,37	1 523,84	2 406,44	2 804,24	1 429,20	1 432,36	1 389,20	2 821,56	5 625,80	
dont TSPP	240,62	68,27	240,62	73,34	481,24	141,62	240,61	99,54	102,78	202,32	343,94	
Commerce International	553,61	633,17	709,84	596,99	1 263,45	1 230,16	600,38	618,88	717,34	1 336,21	2 566,38	
Recettes non fiscales	101,01	448,93	129,27	208,92	230,29	657,85	185,07	86,93	68,54	155,47	813,32	
<i>Dons et Emprunts</i>	480,74	0,00	601,26	463,65	1 082,00	463,65	372,35	1 016,85	1 058,77	2 075,61	2 539,27	
Dons affectés	480,74	0,00	302,35	439,11	783,09	439,11	302,35	1 010,28	609,08	1 619,36	2 058,47	
Dons non affectés	0,00	0,00	298,91	0,00	298,91	0,00	70,00	0,00	448,87	448,87	448,87	
Allègement CdP PPTE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Subventions Fonds fiduciaire PPTE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
DEPENSES TOTALES	3 359,70	2 315,01	3 685,11	4 375,12	7 044,81	6 690,13	3 808,21	5 905,77	4 052,81	9 958,58	16 648,71	
<i>Dépenses courantes</i>	2 133,15	2 036,51	2 221,88	3 137,19	4 355,03	5 173,70	2 142,24	3 674,83	2 740,03	6 414,86	11 588,56	
Traitements et Salaires	767,74	893,17	824,60	1 079,88	1 592,33	1 973,05	774,67	1 042,16	1 107,21	2 149,37	4 122,41	
dont PPTE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Autres biens et services	492,02	494,53	567,45	648,11	1 059,47	1 142,65	773,76	1 043,80	1 258,96	2 302,76	3 445,41	
dont PPTE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Subventions et transferts	573,47	458,62	523,63	1 237,43	1 097,10	1 696,05	523,63	1 310,17	135,58	1 445,75	3 141,80	
dont PPTE yc zones sinistrées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
<i>Intérêts dus</i>	299,92	190,19	306,21	171,76	606,13	361,95	912,34	533,72	895,67	1 429,38	1 791,34	
Intérêts dette extérieure	72,21	101,77	75,75	22,66	147,97	124,44	70,17	148,28	49,13	197,41	321,85	
Intérêts dette intérieure	227,70	88,41	230,46	149,10	458,16	237,52	0,00	130,43	189,15	319,58	557,10	
<i>Dépenses en capital</i>	1 213,67	267,02	1 423,44	1 209,52	2 637,11	1 476,54	1 591,39	2 221,72	1 186,16	3 407,88	4 884,42	
Financement externe FINEX	705,93	0,00	535,11	767,39	1 241,04	767,39	488,86	1 377,65	634,42	2 012,06	2 779,45	
Financement interne Investissement yc BAS	504,09	267,02	883,17	442,13	1 387,26	709,15	1 093,47	844,07	551,74	1 395,82	2 104,97	
dont PPTE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Assistance human.Reconstr.z.sinistr	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Finan.interne subvention en capital	3,65	0,00	5,16	0,00	8,81	0,00	9,07	0,00	0,00	0,00	0,00	
Prêts nets de remboursements	0,38	0,00	28,54	0,00	28,92	0,00	57,08	0,00	126,62	126,62	126,62	
Restructuration entreprises	0,00	11,48	11,25	0,00	11,25	11,48	17,50	0,00	0,00	0,00	11,48	
Solde base engagements (dons compris)	12,50	0,00	675,14	238,07	687,64	238,07	165,74	-126,74	300,64	-966,79	-728,72	
Solde base engagements (hors dons)	52,51	1 041,88	73,88	-225,58	126,38	816,29	-206,61	-2284,28	-758,12	-3042,40	-2226,11	
Arriérés de paiements	-428,24	1 041,88	0,00	-0,28	-428,24	1 041,60	0,00	-4,21	-0,24	-4,45	1 037,15	
Intérieurs	0,00	-1,01	0,00	0,00	0,00	-1,01	0,00	0,00	0,00	0,00	-1,01	
Extérieurs	0,00	-1,01	0,00	-0,28	0,00	-1,29	0,00	-4,21	-0,24	-4,45	-5,74	
<i>Solde base caisse</i>	-86,66	-15,13	183,64	900,53	96,97	885,40	-170,89	-438,83	193,24	-245,59	639,81	
FINANCEMENT	86,66	15,13	-183,64	-900,53	-96,98	-885,39	170,89	438,83	-193,24	245,59	-639,80	
Financement extérieur net	122,02	-183,77	54,22	153,68	176,24	-30,09	121,65	794,07	-121,57	672,50	642,41	
Amortissement dette extérieure	-103,17	-182,00	-178,54	-173,60	-281,71	-355,60	-64,86	-102,47	-146,95	-249,42	-605,02	
Financement intérieur net	-35,36	198,90	-237,86	-1 054,20	-273,22	-855,30	49,24	-355,24	-71,66	-426,90	-1 282,21	
Amort dette intérieure	-115,36	0,00	-170,36	-83,39	-285,72	-83,39	-71,31	-183,33	-718,01	-901,34	-984,74	
Solde primaire	577,61	1 243,55	915,20	741,98	1 492,81	1 985,53	352,42	-618,71	114,57	-504,13	1 481,39	

Source : MDB / DNB (TOFE, 27-03-2019)

Tableau 2.2.2 : Évolution du service de la dette publique (en milliards de francs guinéens)

Service de la dette publique	1T18		2T18		1er Semestre 2018		3T2018		4T2018	2ème Semestre 2018		Cumul 2018
	Prév.	Réal.	Prév.	Réal.	Prév.	Réal.	Prév.	Réal.	Réal.	Réal.	Réal.	
1. Dette publique extérieure	175,38	283,77	254,30	196,26	429,68	480,03	135,03	250,75	196,08	446,83	926,87	
Principal	103,17	182,00	178,54	173,60	281,71	355,60	64,86	102,47	146,95	249,42	605,02	
Intérêts	72,21	101,77	75,75	22,66	147,97	124,44	70,17	148,28	49,13	197,41	321,85	
2. Dette publique intérieure	343,06	88,41	400,82	232,50	743,88	320,91	71,31	313,76	907,16	1 220,92	1 541,84	
Principal	115,36	0,00	170,36	83,39	285,72	83,39	71,31	183,33	718,01	901,34	984,74	
Intérêts	227,70	88,41	230,46	149,10	458,16	237,52	0,00	130,43	189,15	319,58	557,10	

Source : MDB, MEF/DNTCP, DNB (Tableau de Bord des Finances Publiques, TOFE)

2.3 MONNAIE ET CRÉDIT

Tableau 2.3.1: Situation monétaire intégrée (fin de période en milliards de GNF)				
Agrégats	Déc. 2017	Déc. 2018	Variat. Déc. 2018/Déc. 2017	
			mds GNF	%
AVOIRS EXTERIEURS NETS	4 935,50	6 794,60	1 859,10	37,7%
- Banque Centrale	2 901,26	4 969,16	2 067,90	71,3%
Or	82,97	545,62	462,66	557,7%
FMI	-3 143,05	-3 537,89		12,6%
Avoirs en DTS	1 976,63	2 176,35		10,1%
Avoirs en devises (net)	3 984,72	5 785,08		45,2%
- Banques de Dépôts	2 034,24	1 825,44		-10,3%
Réserves internationales brutes (en M\$)	657,71	910,74		38,5%
Réserves internationales nettes (en M\$)	354,84	574,91		62,0%
AVOIRS INTERIEURS NETS	17 326,66	17 951,78		3,6%
Avoirs intérieurs nets, BCRG	8 944,22	6 868,67		-23,2%
Crédit intérieur net	19 461,93	22 959,65		18,0%
- Créances sur le secteur public	11 592,78	13 355,06		15,2%
- Créances nettes sur l'Etat	11 588,97	13 350,64	1 761,67	15,2%
BCRG	8 640,94	9 114,40		5,5%
PNT1	9 271,79	7 069,19		-23,8%
Banques primaires	2 948,03	4 236,24		43,7%
- Créances sur les Entreprises publiques	3,82	4,42		15,8%
- Créances sur le secteur privé	7 869,14	9 604,59	1 735,44	22,1%
Créances compromises	704,34	711,08		1,0%
dont provisions	569,20	686,05		20,5%
Créances saines	7 164,80	8 893,51		24,1%
dont créances à MLT	3 172,26	3 661,88		15,4%
Autres postes nets	-2 135,27	-5 007,86		134,5%
Ajustement créances interbancaires				
MASSE MONETAIRE	22 458,37	24 746,38	2 288,01	10,2%
Base Monétaire	11 137,60	11 837,83		6,3%
- Monnaie et Quasi-Monnaie	17 282,36	19 800,48	2 518,12	14,6%
Monnaie en circulation	6 731,59	7 244,54	512,95	7,6%
Dépôts à vue GNF	8 885,45	10 538,98	1 653,53	18,6%
Dépôts à terme GNF	1 665,32	2 016,96	351,64	21,1%
- Dépôts en devises	5 176,01	4 945,90	-230,10	-4,4%

Source : BCRG /DGES (SMI, 25/10/2018)

Tableau 2.3.2 : Evolution du taux de change moyen trimestriel du GNF

Trimestre/Année	Marché officiel		Marché parallèle		Prime de change (en %)	
	USD / GNF	€ / GNF	USD / GNF	€ / GNF	USD / GNF	€ / GNF
2017						
Moy. Annuelle 2017	9 088	10 253	9 179	10 297	1,0 %	0,4 %
2018						
1T18	9 001	11 061	9 069	11 093	0,8 %	0,3 %
2T18	8 999	10 738	9 021	10 796	0,2 %	0,5 %
Moy. 1 ^{er} Semestre 2018	9 000	10 900	9 000	10 945	0,0 %	0,4 %
3T18	9 006	10 482	9 002	10 543	0,7 %	0,5 %
Moy. 1T18-3T18	9 002	10 760	9 054	10 811	0,6 %	0,5 %
4T18	9 039	10 313	9 087	10 424	0,5 %	1,1 %
Moy. 2 ^{ème} Semestre 2018	9 022	10 397	9 079	10 484	0,6 %	0,8 %
Moy. Annuelle 2018	9 011	10 648	9 062	10 714	0,6 %	0,6 %

Source : BCRG / Direction générale des études économiques et de la statistique

Tableau 2.3.3 : Évolution mensuelle de l'indice harmonisé des prix à la consommation (IHPC)

TAUX D'INFLATION : 2017 (Base 100 : 2002)	Janvier 2017	Février 2017	Mars 2017	Avril 2017	Mai 2017	Juin 2017	Juillet 2017	Août 2017	Sept 2017	Oct. 2017	Nov. 2017	Déc. 2017
Indice global	778,0	786,3	794,0	870,1	874,4	881,2	889,2	896,2	905,3	911,1	916,1	920,3
Variation en glissement annuel	8,6 %	8,3 %	8,4 %	8,5 %	8,6 %	8,7 %	9,0 %	9,2 %	9,3 %	9,3 %	9,4 %	9,5 %
Variation en moyenne annuelle	8,3 %	8,3 %	8,4 %	8,4 %	8,5 %	8,5 %	8,6 %	8,6 %	8,7 %	8,8 %	8,8 %	8,9 %

TAUX D'INFLATION : 2018 (Base 100 : 2002)	Janvier 2018	Février 2018	Mars 2018	Avril 2018	Mai 2018	Juin 2018	Juillet 2018	Août 2018	Sept 2018	Oct. 2018	Nov. 2018	Déc. 2018
Indice global	926,0	934,6	943,8	953,2	960,3	968,1	980,6	984,6	995,0	1000,0	1006,2	1011,8
Variation en glissement annuel	9,6 %	9,7 %	9,7 %	9,6 %	9,8 %	9,9 %	10,1 %	9,9 %	9,9 %	9,8 %	9,8 %	9,9 %
Variation en moyenne annuelle	9,0 %	9,1 %	9,2 %	9,3 %	9,5 %	9,5 %	9,6 %	9,6 %	9,7 %	9,8 %	9,8 %	9,8 %

Source : MP / Institut National de la Statistique (INS)

Tableau 2.3.4 : Évolution en glissement annuel des prix moyens de quelques produits alimentaires à Conakry

	Jan. 2018	Fév. 2018	Mars 2018	Avril 2018	Mai 2018	Juin 2018	Juillet 2018	Août 2018	Sept 2018	Oct. 2018	Nov. 2018	Déc. 2018
Riz local étuvé	9,5 %	10,3 %	10,6 %	11,4%	10,5 %	9,8 %	10,1 %	14,2 %	12,9 %	10,8%	9,2%	7,8%
Riz importé populaire	5,9 %	7,5 %	6,0 %	6,6 %	3,7 %	3,0 %	3,6 %	3,3 %	4,1 %	6,6%	8,9%	14,9%
Viande de bœuf	14,4 %	14,0 %	14,3 %	14,3 %	14,3 %	3,2 %	1,1 %	3,6 %	4,3 %	2,5%	0,7%	0,7%
Pomme de terre	12,6 %	11,3 %	14,1 %	21,5 %	17,5 %	20,3 %	27,2 %	18,0 %	21,3 %	21,3%	26,2%	-10,7%
Huile de palme	8,0 %	8,5 %	10,2 %	12,8 %	6,4 %	7,9 %	8,2 %	2,7 %	9,0 %	7,0%	-3,7%	-12,4%
Huile d'arachide	6,5 %	6,0 %	9,4 %	14,2 %	19,4 %	6,3 %	-3,1 %	-2,8 %	4,9 %	-0,8%	-3,2%	14,8%

Source : MP / INS

Tableau 2.3.5 : Évolution des taux d'intérêt créditeurs

	Jan-18	Fév-18	Mar-18	Avr-18	Mai-18	Juin-18	Juil-18	Août-18	Sept-18	Oct-18	Nov-18	Déc-18
Taux Créditeur Minimum	Libre	Libre	Libre	Libre	Libre	Libre	Libre	Libre	Libre	Libre	Libre	Libre
Taux d'inflation en glissement annuel	9,6 %	9,7 %	9,7 %	9,6 %	9,8 %	9,9 %	10,1 %	9,9 %	9,9 %	9,8 %	9,8 %	9,9 %
Taux directeur	12,5 %	12,5 %	12,5 %	12,5 %	12,5 %	12,5 %	12,5 %	12,5 %	12,5 %	12,5 %	12,5 %	12,5 %

Source : BCRG / Direction Générale des Etudes Economiques et de la Statistique

Tableau 2.3.6 : Repères quantitatifs à fin décembre 2018

	Prévisions	Réalisations	Ecart Réal - Prév.
REPERES			
1. Recettes budgétaires hors secteur minier		11.622,30	
2. Dépenses courantes hors paiements d'intérêt		10.709,62	
3. Masse salariale de l'État		4.122,41	
CRITERES			
1. Solde primaire du budget (plancher, en % du PIB)	+1,7 %	+1,2 %	-0,5 point
2. PNT1 avec les ressources exceptionnelles(en milliards GNF)	7.656,00	7.069,19	-586,81
3. Avoirs intérieurs nets, BCRG (plancher, milliards GNF)	7.909,00	6.868,67	-1043,33
4. Réserves internationales nettes (en millions USD)	544,00	574,91	30,91

Source : MB, BCRG

Tableau 2.3.7 : Critères de convergence à fin décembre 2018

Normes CEDEAO / ZMAO	2017	2018	Observation
1. Critères de premier rang			
1.1 Solde budgétaire global / PIB \leq 3 %	2,0 %	1,2 %	Satisfaisant
1.2 Taux d'inflation en moyenne annuelle \leq 10 % (avec objectif \leq 5 % en 2019)	8,9 %	9,8 %	Satisfaisant
1.3 Financement du déficit budgétaire par la BCRG \leq 10%RF, année précédente.	+5,7 %	0,0 %	Satisfaisant
1.4 Réserves brutes de change \geq 3 mois d'importations	2,0	3,2	Satisfaisant
2. Critères de second rang			
2.1 Ratio Encours de la dette extérieure / PIB \leq 70 %	35,8%	34,0%	Satisfaisant
2.2 Variation du taux de change nominal (USD / GNF) = \pm 10 %	-1,1 %	-1,2 %	Satisfaisant
Nombre de critères remplis sur une prévision de six (6)	5	6	

Sources : MEF, MB, MPP, BCRG, CNC Guinée, CTSCM

2.4 CROISSANCE ÉCONOMIQUE

Secteurs d'activités/agrégats	2012	2013	2014	2015	2016	2017 (e)	2018 (p)
Taux de croissance réel (%)							
PIB	5,9	3,9	3,7	3,8	10,8	13,4	5,8
Secteur Primaire	4,879	5,380	4,491	6,106	5,970	5,246	3,097
Secteur Secondaire	4,496	-5,024	7,544	-0,400	21,485	23,845	8,688
Secteur Tertiaire	6,449	9,385	1,232	8,765	4,785	10,090	5,208
PIB à prix courants (en milliards GNF)	53 358,1	57 855,7	61 573,5	65 829,1	77 087,9	90 110,3	103 098,6
Solde en ressources intérieures	-9 213,7	-11 772,3	-14 895,8	-18 462,3	-42 956,8	-11 751,0	-53 334,9
En % du PIB à prix courants							
Importations	51,5	47,3	49,5	49,1	82,4	93,7	114,4
Consommation finale	88,0	94,4	97,2	100,2	101,4	92,5	91,9
publique	11,1	12,5	17,8	19,7	16,5	19,4	17,8
privée	77,0	82,0	79,5	80,6	84,8	73,2	74,1
FBCF	26,8	22,3	22,7	24,0	52,4	19,8	38,3
administration	5,4	6,7	9,8	9,8	6,2	7,7	8,2
privée	21,4	15,6	12,9	14,2	46,2	12,1	30,1
Variations de stocks	2,4	3,6	4,3	3,8	1,9	0,7	21,6
Exportations	12,9	7,3	4,2	5,8	37,9	5,0	3,2

Source : MP/DNP/ Cadrage, 30-12-2018

(e) estimation (p) prévision